



PREUVE DE DÉPÔT N°A-0-80TLOTPYV

DÉCLARATION INITIALE D'UNE INSTALLATION CLASSÉE RELEVANT DU RÉGIME DE LA DÉCLARATION Article R512-47 du code de l'environnement

Nom et adresse de l'installation :

GAEC DE BRACHAMP
Chemin Brachamps
55200 EUVILLE

Département concerné : MEUSE

Commune concernée : EUVILLE

La mise en œuvre de l'installation nécessite un permis de construire :OUI
Si oui, le déclarant s'est engagé à déposer sa demande de permis de construire en même temps qu'il a adressé la présente déclaration (article L512-15 du code de l'environnement).

Sur le site, le déclarant exploite déjà au moins :

- une installation classée relevant du régime d'autorisation :NON
Rappel réglementaire : si oui, le projet est considéré réglementairement comme une modification de l'autorisation existante (article R512-33-II du code de l'environnement) et il sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées. Une note précisant l'interaction de la nouvelle installation avec les installations existantes a été jointe à la déclaration.
- une installation classée relevant du régime d'enregistrement :NON
- une installation classée relevant du régime de déclaration :OUI

Epandage de déchets, effluents ou sous-produits sur ou dans des sols agricoles :NON

Demande d'agrément pour le traitement de déchets (article L541-22 du code de l'environnement) :NON
Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui dispose d'un délai de 2 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments pour refuser l'agrément ou imposer des prescriptions spéciales (article R515-37 du code de l'environnement).

Le projet est soumis à évaluation des incidences Natura 2000 :NON
Rappel réglementaire : si oui, le dossier d'évaluation des incidences sera soumis à l'avis du service préfectoral compétent et le déclarant ne peut pas réaliser son projet tant qu'il n'a pas obtenu l'autorisation au titre de Natura 2000. En l'absence de réponse de l'autorité administrative dans un délai de 2 mois à partir de la réception du dossier (l'éventuelle demande de compléments suspend le délai), le projet peut être réalisé au titre de Natura 2000 (article R414-24 du code de l'environnement).

Demande de modification de certaines prescriptions applicables :NON
Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui statue par arrêté (article R512-52 du code de l'environnement). L'absence de réponse dans un délai de 3 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments vaut refus (décret n° 2014-1273 du 30 octobre 2014).

Installations classées objet de la présente déclaration :

Numéro et désignation de la rubrique de la nomenclature des installations classées	Capacité de l'activité	Unité	Régime ¹ (D ou DC)
1530-3 : Dépôt de papier, cartons ou matériaux combustibles analogues	3580	m ³	D

Rappel réglementaire relatif au contrôle périodique :

Les installations dont les seuils sont précisés dans la nomenclature sous le sigle « DC » (Déclaration avec Contrôle périodique) sont soumises à un contrôle périodique permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations respectent les prescriptions applicables (article R512-55 et suivants du code de l'environnement). Ces contrôles sont effectués à l'initiative et aux frais de l'exploitant par des

¹ D : Régime de déclaration, DC : Régime de déclaration avec contrôle périodique.

organismes agréés (article L512-11 du code de l'environnement). La périodicité du contrôle est de 5 ans maximum, sauf cas particulier (article R512-57 du code de l'environnement). Le premier contrôle d'une installation doit avoir lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service, sauf situation particulière précisée à l'article R512-58 du code de l'environnement.

Exception : l'obligation de contrôle périodique ne s'applique pas aux installations relevant de la déclaration lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement (article R512-55 du code de l'environnement).

Les références des prescriptions générales applicables à chaque rubrique de la nomenclature des installations classées sont mises à disposition sur le site internet des préfectures concernées par l'implantation des installations :

- prescriptions générales ministérielles²,
- éventuelles prescriptions générales préfectorales.

Rappel réglementaire relatif aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation :

Les prescriptions générales ministérielles sont applicables aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation dès lors que ces installations ne sont pas régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation (article R512-50-II du code de l'environnement).

Déclarant : GAEC DE BRACHAMP

Le déclarant a confirmé avoir pris connaissance des prescriptions générales applicables aux activités objet de la présente déclaration et notamment des éventuelles distances d'éloignement qui s'imposent pour l'implantation de l'installation.

Date de la déclaration initiale :20/01/2020

Avis du service départemental d'incendie et de secours, complété le 18/02/2020

Le déclarant a demandé à être contacté par courrier postal pour la suite des échangesNON

L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que le moyen de défense contre l'incendie prévu ne s'applique que pour le projet visé et qu'en cas de modification de ce projet, le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) pourra demander un ou plusieurs moyens de défense complémentaire en fonction de l'analyse du risque qui découlera de la nouvelle étude.

Prescriptions :

- s'assurer que le bâtiment de stockage de fourrage à créer soit à minimum à une distance de 50 m de tout bâtiment,

- aménager et signaler une plate-forme, conforme au règlement départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie de la Meuse (DECI) et d'une surface de 32 m² pour le point d'aspiration de la réserve incendie, permettant ainsi la mise en œuvre des engins et la manipulation du matériel, conforme au règlement départemental de DECI de la Meuse,

- le pétitionnaire est invité à prendre contact avec le service prévision du SDIS pour les modalités et les dispositions techniques de cette réserve,

- les équipements de défense extérieure contre l'incendie à réaliser devront être opérationnels et réceptionnés par le SDIS avant toute exploitation du bâtiment projeté.

² Les prescriptions générales ministérielles sont également consultables sur le site internet : <http://www.ineris.fr/aida/>